



**Mise en place de panneaux d'information sur les crues sur le
bassin versant du Blavet
Modifications, impression, fabrication et pose**

**Règlement de la consultation
&
Cahier des Clauses Particulières**

Maître d'Ouvrage

Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé Isole Laïta

2 Rue du Palud, 56620 Cléguer

Coordonnées GPS : 47.835437263081076, -3.3933522699195273

Tél. : 02 97 32 50 34

Date et heure limite de réception des offres : lundi 12/02/2024 à 12H00

SOMMAIRE

Table des matières

Partie 1 : Cahier des Clauses Techniques et Particulières	4
I.1 Contexte du marché	4
I.2 Objet du marché.....	4
I.3 Caractéristiques techniques	4
I.3.1 Modifications	4
I.3.2 Impression et supports.....	4
I.3.3 Localisation des panneaux, formats et démarches administrative	5
I.3.4 Nettoyage	7
I.3.5 Désignation d'un chef de travaux - réception	7
I.4 Documents et données fournies par le SMBSEIL	7
PARTIE 2 – RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION	8
II.1 Objet de la consultation et lieu de livraison ou d'exécution.....	8
II.2 Conditions de la consultation	8
II.2.1 Procédure de passation	8
II.2.2 Modifications de détail au Dossier de Consultation des Entreprises	8
II.2.3 Délai de validité des offres	8
II.2.4 Variantes.....	8
II.2.5 Négociation	8
II.2.6 Forme juridique du candidat	9
II.2.7 Sous-traitance	9
II.3 Durée du marché.....	9
II.4 Contenu du dossier de consultation des entreprises	9
II.5 Présentation des offres	10
II.5.1 Pièces de candidature	10
II.5.2 Pièces de l'offre.....	11
II.6 Modalités de remise des offres	11
II.7 Jugement des offres	12
II.8 Attribution du marché.....	12
II.9 Financement.....	13
II.10 Modalités de paiement	13
II.11 Litiges	13
II.12 Renseignements complémentaires	13
Annexes.....	14

Partie 1 : Cahier des Clauses Techniques et Particulières

I.1 Contexte du marché

Le Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé Isole Laïta (SMBSEIL) a décidé de porter et co-piloter avec l'Etat un Programme d'Action et de Prévention des Inondations (P.A.P.I.).

Le SMBSEIL met donc en œuvre ce programme afin de mieux appréhender les phénomènes d'inondation du Blavet et de ses affluents. Parmi les axes de travail du PAPI Blavet, un axe concerne plus particulièrement la sensibilisation, la connaissance du risque inondation et du fonctionnement des crues du bassin versant.

I.2 Objet du marché

Ce présent marché concerne la mission de modification, d'impression, de fabrication et de pose de panneaux à implanter à divers endroits du bassin versant. Il concerne la fourniture de mobilier d'interprétation / d'information composé de :

- 4 panneaux de lecture, format A2 : 594*420 mm avec supports pupitre ;
- 1 panneaux, format A1 : 841*594 mm avec deux pieds.

La durée maximum de mise en place des panneaux est de 12 mois maximum à compter de la signature du devis (avec un souhait d'implanter les 5 panneaux en mars-avril 2024) à compter de la date de notification du marché. Les délais d'exécution pour les différentes commandes seront **mentionnés dans l'offre du candidat**.

I.3 Caractéristiques techniques

I.3.1 Modifications

Les cinq panneaux nécessitent de légères modifications avant impression :

- Le remplacement du logo du SAGE Blavet par celui du SMBSEIL
- La suppression du QR code
- L'ajout de l'adresse du site du SMBSEIL : <http://bseil.fr>

Les fichiers des panneaux sont en format pdf, modifiables avec le logiciel adéquat.

I.3.2 Impression et supports

a. Matériaux des panneaux

Le maître d'ouvrage n'exclut aucun matériau si la preuve de leur résistance à différents types de dégradation est avérée : les panneaux seront posés en extérieur, sur des zones généralement inondables. Le produit doit à la fois être esthétique, sobre, non abrasif ou dangereux pour le public (pas d'angle ou d'arrête saillante).

Les panneaux et impressions devront :

- Supporter sans dommage une exposition extérieure de longue durée, en particulier une excellente résistance aux éléments climatiques (stabilité des matériaux, durabilité, stabilité des matériaux, tenue des couleurs, traitement anti UV, résistance au gel, à l'eau, ...),
- Résistant à l'effet des dégradations (anti graffiti, visserie inox ou équivalent et non démontable facilement),
- Avoir la meilleure intégration paysagère et environnementale possible.

Tous les matériaux employés devront satisfaire aux prescriptions générales édictées par les normes françaises régulièrement homologuées.

L'émaillage sur pierre de lave ou l'inclusion de résine sont des exemples de matériaux qui pourront être proposés pour la réalisation des panneaux (pas de gravures).

Provenance des matériaux et des matériels :

L'entreprise a le choix des provenances, des qualités, des caractéristiques, des types et poids, des procédés de fabrication, des modalités d'essais, de marquage, de contrôle et de réception des matériaux, des matériels et fournitures employés, pour l'exécution des prestations.

Garantie : l'impression devra être **garantie au minimum 10 ans**.

b. Support et fixation

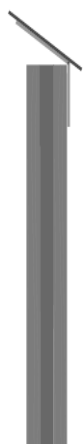


Figure 1: exemple de support pupitre

Quatre panneaux A2 ont vocation à être fixés sur un support pupitre. Un panneau A1 sera fixé verticalement sur deux pieds.

Le prestataire présentera les supports et la fixation (nécessitant un affouillement) des panneaux, se conformera aux prescriptions des gestionnaires (cf. annexe n°1) et fournira aussi une notice d'entretien des panneaux.

Les supports pupitres seront de hauteur variable en fonction du site pour permettre la lecture du panneau.

L'ancrage dans le sol sera à définir par le prestataire. Celui-ci devra prendre en compte que les panneaux seront implantés en zones inondables. Le choix des matériaux et l'ancrage devront être adaptés en conséquence. **Le prestataire se chargera de réaliser les DICT.**

I.3.3 Localisation des panneaux, formats et démarches administrative

Localisation	Format du panneau	Support de pose	ABF et propriétaires / gestionnaires
Plélauff	A2 Transmis en .pdf haute impression	Support pupitre à concevoir	Accord communal
Gouarec	A2 Transmis en .pdf haute impression	Support pupitre à concevoir	Accord communal ABF
Le Sourn	A1 Transmis en .pdf haute impression	Sur pieds à concevoir	Accord de Pontivy communauté / accord communal / ABF
Pluméliau	A2 Transmis en .pdf haute impression	Support pupitre à concevoir	AOT Voies navigables Accord communal ABF
St Barthélémy	A2 Transmis en .pdf haute impression	Support pupitre à concevoir	AOT Voies navigables Accord communal ABF

a. Demandes d'autorisation

L'entreprise a la charge de demander les autorisations nécessaires à l'implantation des panneaux :

- Vérification de l'utilité **d'arrêtés de circulation** auprès des communes concernées
- **Echanges avec les voies navigables** (Région Bretagne) pour les sites de Pluméliau et St Barthélémy (cf. annexe n°2).
- Toute autre autorisation nécessaire
- Indiquer à l'avance aux communes et au SMBSEIL, la date et l'heure de l'installation

A noter que,

- L'ABF a communiqué au SMBSEIL une autorisation pour les sites de St Barthélémy, Pluméliau et Le Sourn. Concernant le site de Gouarec, un avis favorable de principe sur cet avant-projet a été donné. Le SMBSEIL réalisera néanmoins une déclaration préalable.
- Toutes les communes sont en accord avec ce projet. Le SMBSEIL se chargera de faire signer une convention entre les différentes parties (commune, SMBSEIL, communauté de communes et Région Bretagne) pour la gestion de ces panneaux en amont de leur installation.
- Les deux sites situés sur la propriété de la Région Bretagne ont reçu une autorisation de celle-ci.

b. Pose et dépose

Le prestataire assurera la pose des panneaux d'informations aux lieux définis en accord avec le maître d'ouvrage. (Cf. les implantations validées par les élus dans les fiches présentées en annexes).

Le prestataire fera son affaire des prescriptions techniques à respecter pour l'implantation des panneaux. Il est attendu de l'entreprise qu'elle soit force de propositions en termes de scellement des mobiliers sur les lieux d'implantation qui sont définis. Le montage et le scellement des mobiliers devront être réalisés par le personnel du fabricant ou éventuellement par un sous-traitant agréé par lui.

En cas d'impossibilité matérielle, d'implanter le panneau envisagé en raison de contraintes réglementaires ou techniques non repérés avant consultation des entreprises, le prestataire devra en informer le maître d'ouvrage et lui proposer des solutions alternatives.

Les travaux correspondants comprennent :

1. La consultation des concessionnaires concernés par les travaux et l'obtention de toutes les autorisations propres aux travaux avant le commencement desdits travaux, soit :
 - Site de Plélauff : informer la mairie de Plélauff,
 - Site de Gouarec : informer la mairie de Gouarec
 - Site de Le Sourn : informer la ville de Le Sourn et Pontivy communauté ;
 - Site Pluméliau : informer la commune de Pluméliau et le service des voies navigables de la Région Bretagne ;
 - Site de St Barthélémy : informer la commune de St Barthélémy et le service des voies navigables de la Région Bretagne ;
2. L'installation de chantier (branchements divers éventuels : eau, électricité...) l'amenée et le repliement du matériel de chantier nécessaire sur les sites, l'aménagement des lieux de dépôt et leur remise en état.

I.3.4 Nettoyage

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et le titulaire devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander l'évacuation des déchets à tout moment, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

I.3.5 Désignation d'un chef de travaux - réception

Le prestataire désignera un responsable du chantier qui sera l'interlocuteur privilégié de la collectivité. Il sera chargé de l'organisation de l'opération. Il participera aux réunions nécessaires et veillera au respect du planning.

En fin de chantier, il sera procédé à la réception des travaux et un procès-verbal sera dressé.

Dans le cas où les travaux présentent des malfaçons ou vices cachés ou exécution non conformes aux directives et prescriptions qui lui incombent, l'entreprise devra reprendre ses travaux et se verra imputer les éventuelles pénalités de retard correspondantes.

I.4 Documents et données fournies par le SMBSEIL

Le Syndicat mixte fournira l'ensemble des données nécessaires à l'exécution du marché :

- Fichiers source des panneaux mis en page : les documents .pdf haute définition + les fichiers pré-presse seront remis à la notification du marché.
- Coordonnées des propriétaires et concessionnaires.

PARTIE 2 – RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

II.1 Objet de la consultation et lieu de livraison ou d'exécution

La consultation a pour objet : Mise en place de panneaux d'information sur les crues sur le bassin versant du Blavet : Modifications, impression, fabrication et pose.

Lieu de réalisation des prestations : Fiche de localisation défini au CCP et en annexe 1.

- Marché public de fournitures et de services.
- Nomenclature CPV : 71621000-7 - Service d'analyse technique ou services de conseil ; 45316200 - Installation de matériel de signalisation.

II.2 Conditions de la consultation

II.2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique.

II.2.2 Modifications de détail au Dossier de Consultation des Entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Elle informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié. Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

II.2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

II.2.4 Variantes

Les variantes sont autorisées (sauf pour le format demandé qui reste figé).

Le prestataire est libre de faire des propositions supplémentaires, pouvant répondre aux exigences techniques du cahier des charges.

Les variantes feront obligatoirement l'objet d'un dossier bien distinct.

II.2.5 Négociation

Si cela s'avère nécessaire au regard des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conduire une négociation avec tous les candidats.

Les candidats seront alors saisis par voie électronique et devront répondre par écrit aux points de négociation dans un délai indiqué dans le courrier.

Néanmoins, si les offres sont satisfaisantes, le marché pourra être attribué sans négociation.

II.2.6 Forme juridique du candidat

Les candidats peuvent présenter une offre soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membres d'un groupement.

Un candidat ne pourra pas présenter plusieurs offres que ce soit en qualité de candidat individuel ou de membre d'un groupement.

En cas de groupement, la forme qui sera imposée en cas d'attribution est le groupement solidaire, la transformation du groupement interviendra lors de la mise au point du marché, le cas échéant.

II.2.7 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le SMBSEIL et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

II.3 Durée du marché

Les délais d'exécution des prestations devront respecter les prescriptions du cahier des clauses particulières. Le début de la prestation sera fixé par ordre de service ; la mission s'achèvera à la validation des PV de réception.

Le candidat précisera dans son acte d'engagement les délais de réalisation listés et de prestations à réaliser, en jours calendaires.

Le marché est conclu à compter de sa notification pour une durée de 12 mois maximum.

II.4 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation et le Cahier des Clauses Particulières et ses annexes ;
- Le cadre d'Acte d'Engagement ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat sur demande écrite adressée par courrier ou courriel.

Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé Isole Laïta
2 Rue du Palud, 56620 Cléguer
Tél. : 02 97 32 50 34
inondation@bseil.fr

II.5 Présentation des offres

Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euros. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'acte d'engagement sera complété, daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

II.5.1 Pièces de candidature

Les sociétés souhaitant soumissionner à cette consultation devront présenter dans leur dossier de candidature les renseignements suivants afin de permettre l'évaluation de leur situation juridique, capacité économique, financière et technique en vue de la sélection des candidatures :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2343 du code des marchés publics :
 - Déclaration du candidat (DC1 ou équivalent)
 - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail ;
 - NOTI2 ou documents équivalents en cas de candidat étranger (état annuel des certificats reçus)
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels conformément aux dispositions des articles R. 2142-5, R. 2142-6 et R. 2142-11 à R. 2142-14:
 - DC 2 ou équivalent.
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaire concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
 - Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

En cas de sous-traitant(s) ou de co-traitants(s) présenté(s) avec la candidature et en cas de groupement, ces mêmes documents seront à fournir par ce(s) sous-traitant(s), ce(s) co-traitant(s) et par chaque membre du groupement.

II.5.2 Pièces de l'offre

L'offre du candidat devra contenir :

- **L'acte d'engagement** (A.E.) et ses annexes : à compléter et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat,
- **Le Règlement de la Consultation et Le cahier des clauses particulières** (CCP) et ses annexes à accepter sans aucune modification datés et signés,
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) remplie et signée ;
- Le candidat devra remettre un dossier justificatif des dispositions qu'il se propose d'adopter pour l'exécution du marché. Il portera au minimum sur les points suivants :
 - Moyens humains mis en œuvre pour ce projet dont personne référente auprès du Maître d'ouvrage ;
 - Moyens matériels mis en œuvre pour ce projet ;
 - Méthodologie de réalisation des prestations demandées ;
 - Qualité des fournitures pour ce projet : descriptif technique correspondant aux produits/matériaux utilisés (y compris origines, durabilité, modularité, qualité du matériel proposé et facilité d'entretien, garanties...) par le candidat ;
 - Gestion de l'environnement (prise en compte de l'impact environnemental et la gestion des déchets) ;
 - Planning prévisionnel détaillé de réalisation des travaux ;une liste de références similaires à ce projet ou établissant la capacité à réaliser le projet, le(s) nom(s) et la (les) raison(s) social(es) du ou des intervenants proposés, dans l'hypothèse où le prestataire retenu ferait appel à des sous-traitants.

II.6 Modalités de remise des offres

La remise des offres par voie électronique est recommandée à l'adresse suivante :
inondation@bseil.fr

La remise des offres par messagerie électronique est autorisée via l'application WETRANSFER ou solution sécurisée équivalente.

L'objet du mail sera clairement explicite afin d'empêcher tout clic accidentel sur le lien, tel que par exemple : « **MODIFICATION / FABRICATION / POSE DES PANNEAUX INONDATIONS** ».

Date limite de réception des offres : 12/02/2024 A 12H00

Les dossiers qui seraient remis dans un autre lieu, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

II.7 Jugement des offres

Les critères de choix des offres pour l'attribution du marché, sont :

Critère 1 : Qualité technique de l'offre (appréciée sur la base du contenu du détail technique) – pondération de 40% ;

Critère 2 : Le prix sur la base du DPGF – pondération de 60% ;

La valeur technique de l'offre sera appréciée en fonction des éléments fournis par le candidat dans le mémoire technique. L'évaluation de ce critère sera effectuée sur 40 points :

- Qualité des fournitures (qualité physiques : pérennité, résistance, facilité d'entretien) et esthétique (intégration dans le paysage...): / 20 points ;
- Moyens humains et matériels affectés à l'opération : / 15 points ;
- Gestion de l'environnement (prise en compte de l'impact environnemental et la gestion des déchets): / 5 points.

Le prix de l'offre sera évalué par la formule de notation suivante : $10 \times (\text{prix le moins élevé des offres acceptables} / \text{prix proposé par le candidat à noter})$. Cette note sera pondérée par le coefficient de 6 pour obtenir une note sur 60.

Le délai de réalisation sera apprécié au regard des indications portées dans l'acte d'engagement.

En cas de discordances constatées dans une offre, les indications portées en toutes lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur, se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

En outre, le pouvoir adjudicateur est libre d'engager toutes discussions utiles avec le(s) candidat(s) retenu(s) dans le but d'arriver à la conclusion du marché.

II.8 Attribution du marché

Avant d'être définitivement désigné comme attributaire du marché, le candidat retenu devra fournir dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- Les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales,
- Le formulaire KBis,
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile ».

Toutefois, le candidat qui le souhaiterait pourra fournir ces pièces dès le dépôt de sa candidature.

Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur prononcera l'élimination du candidat et pourra présenter la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

II.9 Financement

Fonds propres du SMBSEIL.

Subventions sollicitées auprès de l'Etat.

II.10 Modalités de paiement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS. Les paiements seront réalisés par mandats administratifs dont les modalités d'application sont précisées par le décret du 21 février 2002 modifié par les décrets du 28 avril 2008 n°2008-408 et du 31 décembre 2008 n°2008-1550.

Conformément au décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

II.11 Litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes.

II.12 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre technique et/ou administratif qui leur seraient nécessaires, les candidats devront adresser une demande écrite au moins 7 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats sont informés qu'en cas de question dont le pouvoir adjudicateur jugerait qu'elle est susceptible d'intéresser tous les candidats et/ou d'apporter des éléments de précision sur le marché, le pouvoir adjudicateur répondra par écrit et diffusera la réponse à l'ensemble des candidats engagés.

Renseignements techniques et administratifs :

Gaëlle LE MAITRE, Chargé de mission prévention des inondations

Tel. : 02.97.32.50.34

E-Mail : gaelle.lemaitre@bseil.fr.fr

Annie LE LURON, Directrice du SMBSEIL

Tel. : 02.97.25.97.74.




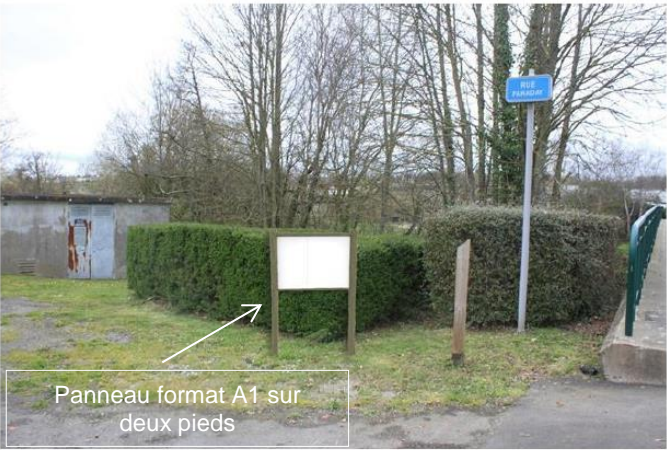
E-Mail : annie.leluron@bseil.fr

Annexes



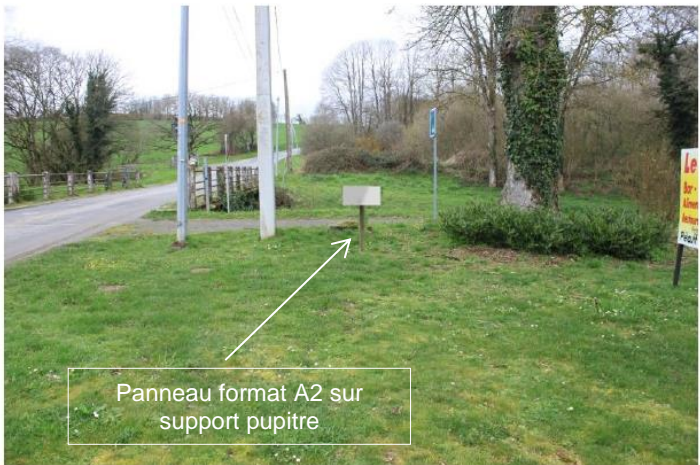
**Annexe 1. Localisation et implantation des panneaux :
Descriptif du site de Gouarec**

FICHE D'IDENTIFICATION DU PANNEAU D'INFORMATION	
Cours d'eau	Blavet
Rive	Droite
Commune	GOUAREC
Adresse	Proche rue Nationale - à côté de la salle polyvalente
Référence cadastrale	AO 376
<p align="center">Localisation</p> 	
<p align="center">PHOTOGRAPHIE 1 - VUE D'ENSEMBLE</p> 	
TYPE DE SUPPORT	Pupitre
PROPRIETAIRE FONCIER	Commune de Gouarec


Descriptif du site de Le Sourn

FICHE D'IDENTIFICATION DU PANNEAU D'INFORMATION					
Cours d'eau	Blavet				
Rive	Rive droite				
Commune	LE SOURN				
Adresse	Emplacement rue Faraday, à proximité du pont Kennedy, dans la zone d'activité				
Référence cadastrale	Domaine Public				
<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: flex-start;"> <div style="width: 30%;"> <p style="text-align: center;">Localisation</p>  </div> <div style="width: 65%;"> <p style="font-size: 0.8em;">Type d'occupation</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Maison ■ Appartement ■ Etablissement commercial ■ ERP (Etablissement Recevant du Public) ■ Etablissement industriel ■ Equipement, réseau (transformateur électrique, station de traitement des eaux, captage eau potable, gare) ■ Exploitation agricole ■ Garage ■ Autre (dépendance bâtie isolée, local divers, déchetterie, CST, hangar, chantier, cuve) ■ Non accessible ■ Non existant <p> Contour zone inondable (PPRI, AZI, ATLAS)</p> <p> Réseau hydrographique (issu de la BD TOPO, précision non adaptée)</p> </div> </div>					
PHOTOGRAPHIE 1 - VUE D'ENSEMBLE	PHOTOGRAPHIE 2 – ZOOM				
 <p style="margin-top: 10px;">Illustration de l'inondation Rue Monge en Février 2014 :</p> 	 <div style="position: relative; height: 150px; margin-top: 10px;"> </div> <p style="margin-top: 5px;">Panneau format A1 sur deux pieds</p>				
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; padding: 5px;">TYPE DE SUPPORT</td> <td style="width: 50%; padding: 5px;">Panneau droit sur pied A1</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">PROPRIETAIRE</td> <td style="padding: 5px;">Gestionnaire de la zone d'activité = Pontivy Communauté</td> </tr> </table>		TYPE DE SUPPORT	Panneau droit sur pied A1	PROPRIETAIRE	Gestionnaire de la zone d'activité = Pontivy Communauté
TYPE DE SUPPORT	Panneau droit sur pied A1				
PROPRIETAIRE	Gestionnaire de la zone d'activité = Pontivy Communauté				





Descriptif du site de Plélauff

FICHE D'IDENTIFICATION DU PANNEAU D'INFORMATION					
Cours d'eau	Doré + Canal de Nantes à Brest				
Rive	Rive droite				
Commune	Plélauff				
Adresse	En bas de la rue « Grande Rue »				
Référence cadastrale	Domaine Public				
<p>Localisation</p> 					
PHOTOGRAPHIE 1 ET 2 - VUE D'ENSEMBLE	PHOTOGRAPHIE 3 - ZOOM				
 					
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tbody> <tr> <td style="width: 50%; padding: 5px;">TYPE DE SUPPORT</td> <td style="width: 50%; padding: 5px;">Pupitre</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">PROPRIETAIRE</td> <td style="padding: 5px;">Commune de Plélauff</td> </tr> </tbody> </table>		TYPE DE SUPPORT	Pupitre	PROPRIETAIRE	Commune de Plélauff
TYPE DE SUPPORT	Pupitre				
PROPRIETAIRE	Commune de Plélauff				

Descriptif du site de Pluméliau

FICHE D'IDENTIFICATION DU PANNEAU D'INFORMATION					
Cours d'eau	Blavet				
Rive	Rive gauche				
Commune	PLUMELIAU - Saint-Nicolas-des-Eaux				
Adresse	Face au 17 Promenade des estivants				
Référence cadastrale	Domaine Public				
Localisation					
PHOTOGRAPHIE 1 - VUE D'ENSEMBLE	PHOTOGRAPHIE 2 – ZOOM				
 <p style="text-align: center; margin-top: 20px;">Implantation approximative du pied du pupitre</p>	 <p style="text-align: center; margin-top: 10px;">Panneau format A2 sur support pupitre (positionné derrière la barrière)</p>				
<table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 40%;">TYPE DE SUPPORT</td> <td>Pied + Pupitre format A2</td> </tr> <tr> <td>PROPRIETAIRE</td> <td>Région Bretagne</td> </tr> </table>		TYPE DE SUPPORT	Pied + Pupitre format A2	PROPRIETAIRE	Région Bretagne
TYPE DE SUPPORT	Pied + Pupitre format A2				
PROPRIETAIRE	Région Bretagne				
REMARQUES Implantation définitive en fonction DT / DICT					

Descriptif du site de Saint-Barthélémy

FICHE D'IDENTIFICATION DU PANNEAU D'INFORMATION					
Cours d'eau	Blavet				
Rive	Rive gauche				
Commune	SAINT-BARTHELEMY				
Adresse	Pont de Saint-Adrien				
Référence cadastrale	Domaine Public				
<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="width: 30%;"> <p style="text-align: center; margin-bottom: 10px;">Localisation</p>  </div> <div style="width: 65%;"></div> </div>					
PHOTOGRAPHIE 1 - VUE D'ENSEMBLE	PHOTOGRAPHIE 2 – ZOOM				
 	 <p style="text-align: center; margin-top: 10px;">Panneau format A2 sur support pupitre</p>				
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 20px;"> <tbody> <tr> <td style="width: 50%; padding: 5px;">TYPE DE SUPPORT</td> <td style="width: 50%; padding: 5px;">Pupitre format A2</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">PROPRIETAIRE DU HALAGE</td> <td style="padding: 5px;">Région Bretagne</td> </tr> </tbody> </table>		TYPE DE SUPPORT	Pupitre format A2	PROPRIETAIRE DU HALAGE	Région Bretagne
TYPE DE SUPPORT	Pupitre format A2				
PROPRIETAIRE DU HALAGE	Région Bretagne				

Annexe 2. : Prescriptions du gestionnaire du DPF pour les sites de Saint Barthélemy et Pluméliau-Bieuzy



Direction générale adjointe Mer, Canaux, Mobilités
Direction des canaux de Bretagne
Service valorisation touristique et développement durable
Personne chargée du dossier : Virginie DELAHAYE
Fonction : Gestionnaire du domaine public fluvial
Tél. : 02 99 84 47 70
Courriel : canauxdebretagne@bretagne.bzh

Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé-Isole-Laïta
2 rue du Palud
56620 CLEGUER

→ Référence à rappeler dans toutes vos correspondances
N° : 2024-SEVAD-HT-OC002

Rennes, le 15/11/2023

Objet : Autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial

Le Président du Conseil régional de Bretagne,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques ;
VU l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Régional de Bretagne en date du 2 juillet 2021 portant délégation de signature à la Cheffe du service valorisation touristique et développement durable ;
VU la délibération régionale en date du 23 et 24 novembre 1993 réglementant les cadres de tarification de la redevance domaniale et des tarifs d'usage des installations publiques concernant les occupations du domaine public fluvial ;
VU la délibération régionale n° 22-0606/04 du 12 décembre 2022 fixant pour 2023 les tarifs d'occupation du domaine public fluvial applicables au 1er janvier 2023 ;
Considérant la demande présentée par le Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé-Isole-Laïta, enregistrée sous le numéro ci-dessus ;
Sur proposition de la Subdivision Blavet canal de Nantes à Brest ;

Arrête :

Article 1 - Objet de l'autorisation

Le Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé-Isole-Laïta est autorisé à occuper le domaine public fluvial dans le cadre suivant :

- Installation d'un panneau d'information sur les inondations
- **Date de l'installation** : Mars 2024 (Le bénéficiaire prendra contact 15 jours avant le début pour confirmer les dates auprès du Chef du centre d'exploitation d'Hennebont au (02 97 36 29 62) ainsi qu'au service valorisation touristique et développement durable (canauxdebretagne@bretagne.bzh).
- **Lieu de l'occupation** : **Le Blavet, Bief B16 – St Adrien sur la commune de St Barthélémy (conformément aux plans joints à la demande)**

La présente autorisation n'est délivrée qu'en ce qui concerne l'occupation et l'usage du domaine public fluvial et sans préjudice du droit des tiers. Sous peine de révocation, elle ne peut être utilisée pour une destination autre que celle spécifiée.

RÉGION BRETAGNE | RANNVRO BREIZH
283 avenue du Général Patton – CS 21101 – 35711 Rennes cedex 7 | 283 bali ar Jeneral Patton – CS 21101 – 35711 Roazhon cedex 7
Tél. : 02 99 27 10 10 | www.bretagne.bzh | Pgz : 02 99 27 10 10 | www.breizh.bzh
twitter.com/regionbretagne | facebook.com/regionbretagne.bzh
Adresser toute correspondance sous forme impersonnelle à Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne.
SIRET : 233 500 016 00040 • TVA intracommunautaire : FR10 233 500 016

Article 2- Durée de l'autorisation

La présente autorisation est valable du 01^{er} mars 2024 jusqu'au 31 décembre 2023.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande trois (3) mois avant la date d'expiration de cette dernière.

Elle cessera de plein droit à cette date si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 3 - Prescriptions particulières

- Le chemin de halage doit rester accessible à tout moment à l'ensemble des usagers ;
- Il devra laisser un passage de 2.50 m à côté de la zone de travaux pour permettre le passage des randonneurs (piétons/cycles) ;
- Des barrières type Héras seront mises en place pour séparer le chantier du public et interdire à toute personne étrangère à l'opération ;
- Le présent arrêté n'accorde aucune autorisation d'accéder aux passerelles et autres dépendances des écluses et barrages ;
- Le véhicule devra être équipé si possible d'un dispositif de type gyrophare, visible tant de l'avant que de l'arrière du véhicule ;
- Le bénéficiaire de la présente autorisation devra adapter sa vitesse aux caractéristiques de la voie, sans excéder 30 km/h. Le véhicule devra céder le passage aux piétons et cyclistes et devra rouler au pas à l'approche de tous les points singuliers, notamment des maisons éclusières et des intersections ;
- Le stationnement des véhicules se fera en dehors du chemin de halage ;
- Les barrières n'étant pas cadénassées, elles pourront être manoeuvrées par le bénéficiaire mais devront impérativement être refermées après chaque passage ;
- Aucun véhicule motorisé ne devra circuler sur les voies vertes ;
- Le bénéficiaire est tenu de prendre contact au minimum 2 jours avant les travaux avec le centre d'exploitation de Hennebont au 02 97 36 29 62 / 06 74 99 28 76 pour s'assurer qu'aucune contre-indication de circulation ne soit apparue ;
- Le bénéficiaire est tenu de mettre en place une signalisation adaptée en amont et en aval de la zone de travaux afin d'informer les usagers du chemin de halage du déroulement du chantier. La signalisation mise en place ne devra pas être clouée ni vissée sur les arbres, elle ne devra pas masquer la signalisation de police ou directionnelle déjà en place ;
- Le bénéficiaire est tenu de mettre en oeuvre les moyens nécessaires au maintien de la propreté du site ;
- Toutes les dispositions seront prises pour assurer la sécurité des usagers et des intervenants ;
- Un état des lieux contradictoire sera réalisé avec le responsable du centre d'exploitation de Hennebont au 02 97 36 29 62 / 06 74 99 28 76, avant et après les travaux ;
- A la fin du délai de validité de l'autorisation le pétitionnaire devra remettre les lieux dans leur état initial ;
- Les ouvrages, objet de l'autorisation, seront disposés, entretenus en bon état et maintenus conformes aux conditions d'origine par les soins, aux frais et sous la responsabilité du bénéficiaire. Tout manquement entraînera son retrait immédiat par les services de la Région. En cas d'interventions futures sur vos ouvrages, notamment pour sa maintenance, une nouvelle demande d'autorisation travaux sera à effectuer auprès de nos services ;
- Des réseaux sont présents dans la zone d'intervention. Préalablement à la réalisation des travaux, le demandeur devra réaliser une DT- DICT auprès du guichet unique ;
- Préalablement à la réalisation des travaux, le demandeur devra obtenir les autorisations requises au titre de l'environnement/urbanisme par les organismes compétents et les transmettre aux services des canaux avant le démarrage des travaux ;
- Le bénéficiaire est tenu d'inviter le chef du centre d'exploitation de Hennebont au 02 97 36 29 62 / 06 74 99 28 76 (ou un représentant du service Canaux) aux réunions de chantier et à la réception des ouvrages ;
- Les travaux seront à réaliser hors juillet/août.

Article 4 - Caractère personnel

La présente autorisation est strictement personnelle.

En cas de cession non autorisée, le bénéficiaire de l'autorisation demeure personnellement responsable envers la région et envers les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations qui lui sont imposées par le présent arrêté.

Article 5 - Caractère précaire et révocable

La présente autorisation est précaire et révocable.

Elle peut notamment être retirée :

- pour un motif d'intérêt général ;
- pour des raisons de sécurité, notamment en cas de crue ou d'événement climatique majeur ;
- dans l'intérêt de la navigation ou pour des motifs liés à l'entretien ou à l'exploitation du domaine public fluvial ;
- pour inexécution de l'une des obligations prévues par le présent arrêté, sans préjudice de poursuites éventuelles pour contravention de grande voirie.

La région a la faculté de modifier ou de retirer la présente autorisation sans que son bénéficiaire ne puisse réclamer pour ce fait aucune indemnité de dédommagement.

Article 6 - La renonciation

Le bénéficiaire peut renoncer à son autorisation sur simple demande. La décision est prononcée par le président du conseil régional.

Article 7 - La redevance

En application des modalités de tarification des occupations du domaine public fluvial mise en œuvre par la Région Bretagne, la présente autorisation n'est pas soumise à redevance comme le permet l'article 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

L'occupation du domaine prédéfinie pourra cependant ultérieurement être soumise à redevance en cas d'évolution des règles tarifaires.

Article 8 - Entretien des installations

Les installations sont entretenues en bon état et maintenues conformes aux conditions de l'autorisation par les soins et aux frais du bénéficiaire.

Article 9 - Propriété des installations durant la validité de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation est propriétaire des seules nouvelles installations qu'il édifie à ses frais sur le domaine public fluvial pendant la durée de la présente autorisation peut renoncer à son autorisation sur simple demande. La décision est prononcée par le président du conseil régional.

En revanche, la vente d'installations destinées à demeurer sur place ne peut être autorisée qu'après décision du président de la Région s'il est jugé opportun et possible d'accorder simultanément une nouvelle autorisation à l'acquéreur.

Article 10 - Régime des installations en fin d'autorisation

En cas de renouvellement de la présente autorisation au même pétitionnaire, ce dernier conserve la propriété des nouvelles installations qu'il a édifiées à ses frais.

Sauf dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, à la date de l'expiration de la présente autorisation, ou à la date de son retrait, le bénéficiaire doit remettre les lieux dans leur état primitif sans pouvoir prétendre à une indemnité pour quelque motif. En cas d'inexécution par le bénéficiaire de cette prescription, il y est pourvu d'office aux frais dudit bénéficiaire par le service des voies navigables.

Toutefois, le bénéficiaire peut sur sa demande être expressément dispensé par le président de la Région de remettre les lieux en l'état. Dans ce cas, les installations réalisées aux frais du bénéficiaire et maintenues sur le domaine public sont remises gratuitement à la Région.

Article 11 - Responsabilités – Dommages – Assurances

La responsabilité de la Région ne pourra en aucune manière être invoquée en cas d'accident.

Le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de tous dommages causés aux personnes et aux biens et imputables aux déplacements sur le domaine public fluvial dans le cadre de la présente autorisation. Il est tenu de souscrire une police d'assurances garantissant sa responsabilité civile dans ce cadre.

Toute dégradation causée sur le domaine public fluvial devra être immédiatement signalée au service de la navigation. Les réparations seront à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 12 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 - Droits réels

L'autorisation d'occupation temporaire n'emporte pas de droits réels au bénéficiaire.

La Cheffe du service valorisation touristique et
développement durable

Signé par : VERONIQUE VERON
Date : 15/11/2023
Qualité : CANTON - SEVAD -
Responsable

Véronique VÉRON



Direction générale adjointe Mer, Canaux, Mobilités
Direction des canaux de Bretagne
Service valorisation touristique et développement durable
Personne chargée du dossier : Virginie DELAHAYE
Fonction : Gestionnaire du domaine public fluvial
Tél. : 02 99 84 47 70
Courriel : canauxdebretagne@bretagne.bzh

Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé-Isole-Laïta
2 rue du Palud
56620 CLEGUER

→ Référence à rappeler dans toutes vos correspondances
N° : 2024-SEVAD-PY-OC001

Rennes, le 28/11/2023

Objet : Autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial

Le Président du Conseil régional de Bretagne,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Régional de Bretagne en date du 2 juillet 2021 portant délégation de signature à la Cheffe du service valorisation touristique et développement durable ;

VU la délibération régionale en date du 23 et 24 novembre 1993 réglementant les cadres de tarification de la redevance domaniale et des tarifs d'usage des installations publiques concernant les occupations du domaine public fluvial ;

VU la délibération régionale n° 22-0606/04 du 12 décembre 2022 fixant pour 2023 les tarifs d'occupation du domaine public fluvial applicables au 1er janvier 2023 ;

Considérant la demande présentée par le Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé-Isole-Laïta, enregistrée sous le numéro ci-dessus ;

Sur proposition de la Subdivision Blavet canal de Nantes à Brest ;

Arrête :

Article 1 - Objet de l'autorisation

Le Syndicat Mixte Blavet Scorff Ellé-Isole-Laïta est autorisé à occuper le domaine public fluvial dans le cadre suivant :

- Installation d'un panneau d'information sur les inondations
- **Date de l'installation** : Mars 2024 (Le bénéficiaire prendra contact 15 jours avant le début pour confirmer les dates auprès du Chef du centre d'exploitation de Pontivy au (02 97 08 16 42) ainsi qu'au service valorisation touristique et développement durable (canauxdebretagne@bretagne.bzh).
- **Lieu de l'occupation** : **Le Blavet, Bief Bog – St Nicolas sur la commune de Pluméliau Bieuzy (conformément aux plans joints à la demande)**

La présente autorisation n'est délivrée qu'en ce qui concerne l'occupation et l'usage du domaine public fluvial et sans préjudice du droit des tiers. Sous peine de révocation, elle ne peut être utilisée pour une destination autre que celle spécifiée.

RÉGION BRETAGNE | RANNVRO BREIZH
283 avenue du Général Patton – CS 21101 – 35711 Rennes cedex 7 | 283 bali ar Jeneral Patton – CS 21101 – 35711 Roazhon cedex 7
Tél. : 02 99 27 10 10 | www.bretagne.bzh | Pgz : 02 99 27 10 10 | www.breizh.bzh

twitter.com/regionbretagne | facebook.com/regionbretagne.bzh

Adresser toute correspondance sous forme impersonnelle à Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne.
SIRET : 233 500 016 00040 • TVA intracommunautaire : FR10 233 500 016

Article 2- Durée de l'autorisation

La présente autorisation est valable du 01^{er} mars 2024 jusqu'au 31 décembre 2033.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande trois (3) mois avant la date d'expiration de cette dernière.

Elle cessera de plein droit à cette date si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Article 3 - Prescriptions particulières

- Le chemin de halage doit rester accessible à tout moment à l'ensemble des usagers ;
- Il devra laisser un passage de 2.50 m à côté de la zone de travaux pour permettre le passage des randonneurs (piétons/cycles) ;
- Des barrières type Héras seront mises en place pour séparer le chantier du public et interdire à toute personne étrangère à l'opération ;
- Le présent arrêté n'accorde aucune autorisation d'accéder aux passerelles et autres dépendances des écluses et barrages ;
- Le véhicule devra être équipé si possible d'un dispositif de type gyrophare, visible tant de l'avant que de l'arrière du véhicule ;
- Le bénéficiaire de la présente autorisation devra adapter sa vitesse aux caractéristiques de la voie, sans excéder 30 km/h. Le véhicule devra céder le passage aux piétons et cyclistes et devra rouler au pas à l'approche de tous les points singuliers, notamment des maisons éclusières et des intersections ;
- Le stationnement des véhicules se fera en dehors du chemin de halage ;
- Aucun véhicule motorisé ne devra circuler sur les voies vertes ;
- Les barrières n'étant pas cadenassées, elles pourront être manoeuvrées par le bénéficiaire mais devront impérativement être refermées après chaque passage ;
- Le bénéficiaire est tenu de prendre contact au minimum 2 jours avant les travaux avec le centre d'exploitation de Pontivy au 02 97 08 16 42 / 06 74 99 31 01 pour s'assurer qu'aucune contre-indication de circulation ne soit apparue ;
- Le bénéficiaire est tenu de mettre en place une signalisation adaptée en amont et en aval de la zone de travaux afin d'informer les usagers du chemin de halage du déroulement du chantier ;
- La signalisation mise en place ne devra pas être clouée ni vissée sur les arbres, elle ne devra pas masquer la signalisation de police ou directionnelle déjà en place. Le bénéficiaire est tenu de mettre en oeuvre les moyens nécessaires au maintien de la propreté du site. Le matériel et la signalisation devront être repliés après travaux et les détritiques ramassés ;
- Toutes les dispositions seront prises pour assurer la sécurité des usagers et des intervenants ;
- Un état des lieux contradictoire sera réalisé avec le responsable du centre d'exploitation de Pontivy au 02 97 08 16 42 / 06 74 99 31 01, avant et après les travaux ;
- A la fin du délai de validité de l'autorisation le pétitionnaire devra remettre les lieux dans leur état initial ;
- Les ouvrages, objet de l'autorisation, seront disposés, entretenus en bon état et maintenus conformes aux conditions d'origine par les soins, aux frais et sous la responsabilité du bénéficiaire. Tout manquement entraînera son retrait immédiat par les services de la Région. En cas d'interventions futures sur vos ouvrages, notamment pour sa maintenance, une nouvelle demande d'autorisation travaux sera à effectuer auprès de nos services ;
- Des réseaux sont présents dans la zone d'intervention. Préalablement à la réalisation des travaux, le demandeur devra réaliser une DT- DICT auprès du guichet unique ;
- Préalablement à la réalisation des travaux, le demandeur devra obtenir les autorisations requises au titre de l'environnement/urbanisme par les organismes compétents et les transmettre aux services des canaux avant le démarrage des travaux ;
- Le bénéficiaire est tenu d'inviter le/la chef.fe du centre d'exploitation de Pontivy au 02 97 08 16 42 / 06 74 99 31 01 (ou un représentant du service Canaux) aux réunions de chantier et à la réception des ouvrages ;

Article 4 - Caractère personnel

La présente autorisation est strictement personnelle.

En cas de cession non autorisée, le bénéficiaire de l'autorisation demeure personnellement responsable envers la région et envers les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations qui lui sont imposées par le présent arrêté.

Article 5 - Caractère précaire et révocable

La présente autorisation est précaire et révocable.

Elle peut notamment être retirée :

- pour un motif d'intérêt général ;
- pour des raisons de sécurité, notamment en cas de crue ou d'événement climatique majeur ;
- dans l'intérêt de la navigation ou pour des motifs liés à l'entretien ou à l'exploitation du domaine public fluvial ;
- pour inexécution de l'une des obligations prévues par le présent arrêté, sans préjudice de poursuites éventuelles pour contravention de grande voirie.

La région a la faculté de modifier ou de retirer la présente autorisation sans que son bénéficiaire ne puisse réclamer pour ce fait aucune indemnité de dédommagement.

Article 6 - La renonciation

Le bénéficiaire peut renoncer à son autorisation sur simple demande. La décision est prononcée par le président du conseil régional.

Article 7 - La redevance

En application des modalités de tarification des occupations du domaine public fluvial mise en œuvre par la Région Bretagne, la présente autorisation n'est pas soumise à redevance comme le permet l'article 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

L'occupation du domaine prédéfinie pourra cependant ultérieurement être soumise à redevance en cas d'évolution des règles tarifaires.

Article 8 - Entretien des installations

Les installations sont entretenues en bon état et maintenues conformes aux conditions de l'autorisation par les soins et aux frais du bénéficiaire.

Article 9 - Propriété des installations durant la validité de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation est propriétaire des seules nouvelles installations qu'il édifie à ses frais sur le domaine public fluvial pendant la durée de la présente autorisation peut renoncer à son autorisation sur simple demande. La décision est prononcée par le président du conseil régional.

En revanche, la vente d'installations destinées à demeurer sur place ne peut être autorisée qu'après décision du président de la Région s'il est jugé opportun et possible d'accorder simultanément une nouvelle autorisation à l'acquéreur.

Article 10 - Régime des installations en fin d'autorisation

En cas de renouvellement de la présente autorisation au même pétitionnaire, ce dernier conserve la propriété des nouvelles installations qu'il a édifiées à ses frais.

Sauf dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, à la date de l'expiration de la présente autorisation, ou à la date de son retrait, le bénéficiaire doit remettre les lieux dans leur état primitif sans pouvoir prétendre à une indemnité pour quelque motif. En cas d'inexécution par le bénéficiaire de cette prescription, il y est pourvu d'office aux frais dudit bénéficiaire par le service des voies navigables.

Toutefois, le bénéficiaire peut sur sa demande être expressément dispensé par le président de la Région de remettre les lieux en l'état. Dans ce cas, les installations réalisées aux frais du bénéficiaire et maintenues sur le domaine public sont remises gratuitement à la Région.

Article 11 - Responsabilités – Dommages – Assurances

La responsabilité de la Région ne pourra en aucune manière être invoquée en cas d'accident.

Le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de tous dommages causés aux personnes et aux biens et imputables aux déplacements sur le domaine public fluvial dans le cadre de la présente autorisation. Il est tenu de souscrire une police d'assurances garantissant sa responsabilité civile dans ce cadre.

Toute dégradation causée sur le domaine public fluvial devra être immédiatement signalée au service de la navigation. Les réparations seront à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 12 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 - Droits réels

L'autorisation d'occupation temporaire n'emporte pas de droits réels au bénéficiaire.

La Cheffe du service valorisation touristique et
développement durable

Signé par : VERONIQUE VERON
Date : 28/11/2023
Qualité : CANALIX - SEVAD -
Responsable

Véronique VÉRON

Site de Le Sourn : format A1 paysage



Site de Plelauff : format A2 paysage



Site de Gouarec : format A2 paysage



Site de Pluméliau : format A2 paysage



Sans l'acier des Eaux : inondation de janvier 2014

Comment comprendre et lire un repère de crue :

Date de l'événement : Inondation Décembre 1999

Hauteur d'eau par rapport à la crue : Le Blavet

Nom du fleuve :

Tenir compte des inondations passées, les repères de crue matérialisent le haut des crues. Ils permettent de garder la mémoire collective des événements et participent à la connaissance du risque. Ces repères ont une valeur informative et non réglementaire. Ils ne se substituent pas au Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).

Carte de la commune



L'EAU DU BLAVET EST DÉJÀ VENUE ICI, ELLE PEUT REVENIR...

SE SOUVENIR

Le bassin versant du Blavet a subi plusieurs fortes crues. Depuis ces dernières décennies, on compte une dizaine d'épisodes de crues : fév. 1974, fév. 1988, fév. 1990, déc. 1994, janv. 1995, déc. 1999, déc. 2000, janv. 2001 et fév. 2014. Des crues peuvent se produire en période estivale, même si ces événements sont plus rares.

Inondation de 1880

« Les villages des communes de Cligüerec, de Saint-Aignan, du Sourn, de Saint-Thurien, de Pluméliau Impropres du Blavet ont été aussi dévastés par le fleuve. En quelques instants de nombreux ponts jetés sur les cours d'eau avaient été emportés [...] » Journal de l'époque, 28/09/1880.

Plus proche dans le temps : Crue de déc. 2000-janv. 2001

La particularité de cet épisode provient de la répétition des événements pluvieux qui ont provoqué des volumes de ruissellement importants sur le Blavet pendant plus d'un mois.



CRUES ET INONDATIONS

Les crues font partie du fonctionnement naturel des cours d'eau. Elles correspondent à l'augmentation du leur débit. Elles se définissent en fonction de leur probabilité de survenue sur une période. Ainsi, le risque d'une crue décennale est de 1 sur 10 de se produire chaque année. Il est de 1 sur 100 pour la crue centennale. Les inondations correspondent à la submersion temporaire par l'eau des espaces habituellement émergés (le lit majeur - voir légende de la carte).

Lors de certains événements majeurs, l'intensité des pluies peut dépasser 50 mm par heure (contre 4 mm pour une pluie modérée). Ce fort volume d'eau peut se traduire par une quantité d'eau précipitée très élevée, favorisant les inondations.

Ex : Une précipitation de 50 mm sur 100 km² représente un volume de 5 millions de m³.



QUELLES SONT LES CAUSES ?

Les crues sont principalement liées au climat océanique atlantique : la durée et l'intensité des précipitations sur l'ensemble du bassin versant sont à leur origine. Plusieurs phénomènes peuvent se conjuguer :

- Le débordement du Blavet est la principale cause d'inondation sur notre territoire : en période de crue, le cours d'eau initialement dans le lit majeur peut s'étaler sur tout le lit majeur.
- Le ruissellement des eaux de pluie : lors de pluies de forte intensité ou de cumul de pluies sur plusieurs jours, les eaux qui ruissellent en surface augmentent et peuvent causer des inondations. L'état du sol influence la vitesse et le volume du ruissellement de l'eau de pluie en surface.

Certains interventions humaines influent sur l'ampleur et la propagation des crues et inondations :

- Les aménagements sur le Blavet (canalisation, remblais, écluses, ponts...) peuvent entraver son libre écoulement.
- L'urbanisation (avec l'extension des surfaces imperméabilisées), la suppression des zones tampons, la réduction du bocage, sont des facteurs aggravants.

Les phénomènes d'inondation pourraient s'aggraver du fait du changement climatique : avec l'augmentation de la température globale, les événements de très fortes précipitations deviendront probablement plus intenses et fréquents.

LES CONSÉQUENCES

Les inondations peuvent avoir des conséquences graves sur les personnes, les biens, l'activité économique, le patrimoine culturel, les routes, les équipements publics et l'environnement. Elles peuvent entraîner des dysfonctionnements des réseaux d'eau potable ou d'électricité qui ne se limitent pas aux zones inondées.

Les pouvoirs publics prennent au sérieux ce risque d'inondation. Ils améliorent la prévision et l'alerte aux crues, contraignent l'aménagement du territoire pour réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

EN SAVOIR PLUS

Consultez le site www.sage-blavet.fr

Pour consulter le Plan de Prévention du Risque Inondation : www.morbihan.gouv.fr

Le bassin versant est le territoire sur lequel toutes les eaux ruissellent vers le point de mesure. Les crues sont provoquées par les précipitations sur l'ensemble du bassin versant. Les crues sont provoquées par les précipitations sur l'ensemble du bassin versant. Les crues sont provoquées par les précipitations sur l'ensemble du bassin versant.

Le ruissellement



L'imperméabilisation



En zone urbaine : l'infiltration des eaux de pluie est très faible, les eaux de pluie ruissellent sur les surfaces imperméabilisées, les eaux de pluie ruissellent et provoquent des inondations.

En zone rurale : la proportion des eaux de pluie qui ruissellent est beaucoup moins élevée, car les surfaces sont moins imperméabilisées (30%).

Logos : SAGE BLAVET, Morbihan Département, République Française, Pluméliau-Bieuzy.

Site Saint Barthélémy : format A2 paysage



Inondation à Trilhoët, janvier 2001 - 1880

Comment comprendre et lire un repère de crue :

Date de l'événement : Inondation Décembre 1999

Hauteur d'eau par rapport à la crue : Le Blavet

Nom du fleuve :

Tenir compte des inondations passées, les repères de crue matérialisent le haut des crues. Ils permettent de garder la mémoire collective des événements et participent à la connaissance du risque. Ces repères ont une valeur informative et non réglementaire. Ils ne se substituent pas au Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).

Carte de la commune



L'EAU DU BLAVET EST DÉJÀ VENUE ICI, ELLE PEUT REVENIR...

SE SOUVENIR

Le bassin versant du Blavet a subi plusieurs fortes crues. Depuis ces dernières décennies, on compte une dizaine d'épisodes de crues : février 1974, février 1988, février 1990, décembre 1994, janvier 1995, décembre 1999, décembre 2000, janvier 2001 et plus récemment février 2014.

Crue de déc. 2000-janv. 2001

La particularité de cet épisode, qui explique son impact, provient de la répétition des événements pluvieux qui ont provoqué des volumes de ruissellement importants sur le Blavet pendant plus d'un mois.



CRUES ET INONDATIONS

Les crues font partie du fonctionnement naturel des cours d'eau. Elles correspondent à l'augmentation de leur débit. Elles se définissent en fonction de leur probabilité de survenue sur une période. Ainsi, le risque d'une crue décennale est de 1 sur 10 de se produire chaque année. Il est de 1 sur 100 pour la crue centennale. Les inondations correspondent à la submersion temporaire par l'eau des espaces habituellement émergés (le lit majeur - voir légende de la carte).

Lors de certains événements majeurs, l'intensité des pluies peut dépasser 50 mm par heure (contre 4 mm pour une pluie modérée). Ce fort volume d'eau peut se traduire par une quantité d'eau précipitée très élevée, favorisant les inondations.

Ex : Une précipitation de 50 mm sur 100 km² représente un volume de 5 millions de m³.



QUELLES SONT LES CAUSES ?

Les crues sont principalement liées au climat océanique atlantique : la durée et l'intensité des précipitations sur l'ensemble du bassin versant sont à leur origine. Plusieurs phénomènes peuvent se conjuguer :

- Le débordement du Blavet est la principale cause d'inondation sur notre territoire : en période de crue, le cours d'eau initialement dans le lit majeur peut s'étaler sur tout le lit majeur.
- Le ruissellement des eaux de pluie : lors de pluies de forte intensité ou de cumul de pluies sur plusieurs jours, les eaux qui ruissellent en surface augmentent et peuvent causer des inondations. L'état du sol influence la vitesse et le volume du ruissellement de l'eau de pluie en surface.

Certains interventions humaines influent sur l'ampleur et la propagation des crues et inondations :

- Les aménagements sur le Blavet (canalisation, remblais, écluses, ponts...) peuvent entraver son libre écoulement.
- L'urbanisation (avec l'extension des surfaces imperméabilisées), la suppression des zones tampons, la réduction du bocage, sont des facteurs aggravants.

Les phénomènes d'inondation pourraient s'aggraver du fait du changement climatique : avec l'augmentation de la température globale, les événements de très fortes précipitations deviendront probablement plus intenses et fréquents.

LES CONSÉQUENCES

Les inondations peuvent avoir des conséquences graves sur les personnes, les biens, l'activité économique, le patrimoine culturel, les routes, les équipements publics et l'environnement. Elles peuvent entraîner des dysfonctionnements des réseaux d'eau potable ou d'électricité qui ne se limitent pas aux zones inondées.

Les pouvoirs publics prennent au sérieux ce risque d'inondation. Ils améliorent la prévision et l'alerte aux crues, contraignent l'aménagement du territoire pour réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

EN SAVOIR PLUS

Consultez le site www.sage-blavet.fr

Pour consulter le Plan de Prévention du Risque Inondation : www.morbihan.gouv.fr

Le bassin versant est le territoire sur lequel toutes les eaux ruissellent vers le point de mesure. Les crues sont provoquées par les précipitations sur l'ensemble du bassin versant. Les crues sont provoquées par les précipitations sur l'ensemble du bassin versant. Les crues sont provoquées par les précipitations sur l'ensemble du bassin versant.

Le ruissellement



L'imperméabilisation



En zone urbaine : l'infiltration des eaux de pluie est très faible, les eaux de pluie ruissellent sur les surfaces imperméabilisées, les eaux de pluie ruissellent et provoquent des inondations.

En zone rurale : la proportion des eaux de pluie qui ruissellent est beaucoup moins élevée, car les surfaces sont moins imperméabilisées (30%).

Logos : SAGE BLAVET, Morbihan Département, République Française, Saint-Barthélémy.